

RÈGLEMENT DISCIPLINAIRE

conforme à l'annexe II du décret n° 2004-22 du 7 janvier 2004
pris pour l'application de l'article 16 de la loi n° 84-610 du 16 juillet 1984 modifiée

Article 1 Le présent règlement, établi conformément à l'article 21.2 des statuts de la fédération, remplace toutes les dispositions réglementaires antérieures relatives à l'exercice du pouvoir disciplinaire. Le présent règlement ne s'applique pas à l'exercice du pouvoir disciplinaire en matière de lutte contre le dopage, qui fait l'objet d'un règlement particulier. Par subsidiarité, la faute disciplinaire relevant du présent règlement est celle qui ne donne pas déjà lieu à une pénalité ou une sanction spécifique prévue aux autres règlements de la fédération. Le présent règlement est précisé et complété par le règlement intérieur de la commission chargée d'engager les poursuites prévue à l'article 7 approuvé par le comité directeur de la fédération.

TITRE I : ORGANES ET PROCÉDURES DISCIPLINAIRES

Section 1 : Dispositions communes aux organes de première instance et d'appel

Article 2

2.1 Il est institué plusieurs organes disciplinaires de première instance et un organe disciplinaire d'appel, investis du pouvoir disciplinaire à l'égard des associations affiliées à la fédération et des membres licenciés de ces associations.

2.1.1 La fédération institue un organe disciplinaire de première instance dénommé « commission fédérale de discipline », et un seul organe disciplinaire d'appel dénommé « commission d'appel ».

2.1.2 Chaque organisme déconcentré régional de la fédération institue un organe disciplinaire de première instance dénommé « commission régionale de discipline ».

2.2 Chacun de ces organes se compose de cinq (5) membres choisis en raison de leurs compétences d'ordre juridique et déontologique. Tout organe disciplinaire est composé en majorité de membres n'appartenant pas au comité directeur qui les désigne. Le président de la fédération ne peut être membre d'aucun organe disciplinaire. Le président d'un organisme déconcentré ne peut être membre d'aucun organe disciplinaire institué dans le ressort territorial de son organisme. Nul ne peut être membre de plus d'un de ces organes. Les membres des organes disciplinaires ne peuvent être liés à la fédération par un lien contractuel autre que celui résultant éventuellement de leur adhésion.

2.3 La durée du mandat des membres est fixée à quatre (4) ans. Toutefois, leur mandat expire au plus tard trois (3) mois après la fin du mandat du comité directeur qui les a désignés.

2.4 Les membres des organes disciplinaires et leur président sont désignés par le comité directeur dont l'organe dépend, à la majorité relative sur proposition du bureau. En cas d'absence ou d'empêchement définitif du président, la présidence de l'organe disciplinaire est assurée par le membre le plus âgé. Lorsque l'empêchement définitif d'un membre est constaté, un nouveau membre est désigné dans les mêmes conditions que son prédécesseur pour la durée du mandat restant à courir.

Article 3 Les organes de première instance et d'appel se réunissent sur convocation de leur président ou de la personne qu'il mandate à cet effet. Chacun d'eux ne peut délibérer valablement que lorsque trois (3) au moins de leurs membres sont présents. Les fonctions de secrétaire de séance sont assurées par une personne désignée par l'organe disciplinaire sur proposition de son président et qui peut ne pas appartenir à cet organe. En cas de partage égal des voix, le président a voix prépondérante.

Article 4 Les débats devant les organes disciplinaires sont publics. Toutefois, le président peut, d'office ou à la demande d'une des parties, interdire au public l'accès de la salle pendant tout ou partie de la séance dans l'intérêt de l'ordre public ou lorsque le respect de la vie privée le justifie.

Article 5 Les membres des organes disciplinaires ne peuvent prendre part aux délibérations lorsqu'ils ont un intérêt direct ou indirect à l'affaire. A l'occasion d'une même affaire, nul ne peut siéger dans l'organe disciplinaire d'appel s'il a siégé dans l'organe disciplinaire de première instance.

Article 6 Les membres des organes disciplinaires et les secrétaires de séance sont astreints à une obligation de confidentialité pour les faits, actes et informations dont ils ont pu avoir connaissance en raison de leurs fonctions. Toute infraction à cette disposition entraîne la cessation des fonctions du membre de l'organe disciplinaire ou du secrétaire de séance.

Section 2 : Dispositions relatives aux organes disciplinaires de première instance

Article 7

7.1 Les poursuites disciplinaires sont engagées par la commission instituée à cet effet par le comité directeur de la fédération. Ladite commission engage les poursuites disciplinaires agissant de sa propre initiative ou sur décision du comité directeur ou encore à la suite d'une demande de sanction ou d'une plainte. Toute demande de sanction ou plainte est à déposer en un lieu unique dont l'adresse fait l'objet de la publicité appropriée de la part de la fédération. La demande de sanction émanant de toute autorité fédérale (arbitre fédéral, dirigeant ou responsable de la fédération ou de ses organismes déconcentrés) y est déposée par lettre simple. Pour être recevable, la plainte émanant de toute autre personne ayant intérêt légitime et qualité à agir, doit y être déposée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Les litiges mineurs peuvent faire l'objet d'une médiation préalable à des fins de conciliation. La plainte rejetée par une décision motivée de ladite commission ne peut être introduite à nouveau que par un avocat représentant le plaignant. La plainte abusive ou infondée est susceptible d'entraîner des sanctions ultérieures à l'encontre de son auteur dès lors que celui-ci relève de l'autorité disciplinaire de la fédération, au motif grave de nuire au fonctionnement normal de la fédération.

7.2 Il est désigné au sein de la fédération par le comité directeur, un ou plusieurs représentants chargés de l'instruction des affaires disciplinaires.

7.3 Ne font pas l'objet d'une instruction les catégories d'affaires suivantes :

- a) les litiges entre associations affiliées ou entre licenciés ;
- b) les demandes de sanction émanant de l'arbitre d'une compétition officielle de la fédération ;
- c) les plaintes initialement rejetées et introduites à nouveau par un avocat représentant le plaignant.

7.4 Les personnes désignées pour l'instruction ne peuvent avoir un intérêt direct ou indirect à l'affaire ni siéger dans les organes disciplinaires saisis de l'affaire qu'elles ont instruite.

7.5 Elles sont astreintes à une obligation de confidentialité pour les faits, actes et informations dont elles ont pu avoir connaissance en raison de leurs fonctions. Toute infraction à cette disposition est sanctionnée par la commission fédérale de discipline qui peut prononcer une suspension d'exercice desdites fonctions pour une durée maximale d'un an.

7.6 Elles reçoivent délégation du président de la fédération pour toutes les correspondances relatives à l'instruction des affaires.

Article 8 Lorsque l'affaire n'est pas dispensée d'instruction en application du troisième alinéa (7.3) de l'article 7, le représentant de la fédération chargé de l'instruction établit au vu des éléments du dossier, dans un délai de deux (2) mois à compter de sa saisine, un rapport qu'il adresse à l'organe disciplinaire. Il n'a pas compétence pour clore de lui-même une affaire.

Article 9

9.1 Le licencié poursuivi et, le cas échéant, les personnes investies de l'autorité parentale sont convoqués devant l'organe disciplinaire par le président de cet organe, par l'envoi d'un document énonçant les griefs retenus sous forme d'une lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou par tout autre moyen permettant de faire la preuve de sa réception par le destinataire, quinze (15) jours au moins avant la date de la séance. Lorsque la procédure disciplinaire est engagée à l'encontre d'une personne morale, son représentant statutaire est convoqué dans les mêmes conditions.

9.2 L'intéressé ne peut être représenté que par un avocat. Il peut être assisté d'une ou plusieurs personnes de son choix. S'il ne parle pas ou ne comprend pas suffisamment la langue française, il peut se faire assister d'une personne capable de traduire les débats.

9.3 L'intéressé ou son défenseur peut consulter, avant la séance, le rapport et l'intégralité du dossier. Il peut demander que soient entendues les personnes de son choix dont il communique le nom huit (8) jours au moins avant la réunion de l'organe disciplinaire. Le président de ce dernier peut refuser les demandes d'auditions qui paraissent abusives.

9.4 La convocation évoquée au premier alinéa indique à l'intéressé ses droits tels qu'ils sont définis au présent article.

9.5 Le délai de quinze (15) jours mentionné au premier alinéa (9.1) peut être réduit à huit (8) jours en cas d'urgence et à la demande du représentant de la fédération chargé de l'instruction. En ce cas, la faculté pour le licencié ou l'association de demander l'audition de personnes s'exerce sans conditions de délai.

9.6 Le délai peut, à titre exceptionnel, être inférieur à huit (8) jours, à la demande du licencié à l'encontre duquel est engagée la procédure disciplinaire dans le cas où il participe à des phases finales d'une compétition.

Article 10 Dans le cas d'urgence prévu au dernier alinéa (9.6) de l'article 9, et sauf cas de force majeure, le report de l'affaire ne peut être demandé. Dans les autres cas et sauf cas de force majeure, le report de l'affaire ne peut être demandé qu'une seule fois, quarante-huit (48) heures au plus tard avant la date de la séance. La durée du report ne peut excéder vingt (20) jours.

Article 11 Lorsque, en application du troisième alinéa (7.3) de l'article 7, l'affaire est dispensée d'instruction, le président de l'organe disciplinaire ou le membre de l'organe disciplinaire qu'il désigne expose les faits et le déroulement de la procédure. Dans les autres cas, le représentant de la fédération chargé de l'instruction présente oralement son rapport. En cas d'empêchement de ce dernier, le président de l'organe disciplinaire ou le membre de l'organe disciplinaire qu'il désigne est chargé de cette présentation. Le président de l'organe disciplinaire peut faire entendre par celui-ci toute personne dont l'audition lui paraît utile. Si une telle audition est décidée, le président en informe l'intéressé avant la séance. L'intéressé et, le cas échéant, ses défenseurs sont invités à prendre la parole en dernier.

Article 12

12.1 L'organe disciplinaire délibère à huis clos, hors de la présence de l'intéressé, de ses défenseurs, des personnes entendues à l'audience et du représentant de la fédération chargé de l'instruction. Il statue par une décision motivée.

12.2 La décision est signée par le président et le secrétaire. Elle est aussitôt notifiée par lettre adressée dans les conditions définies au premier alinéa (9.1) de l'article 9.

12.3 La notification mentionne les voies et délais d'appel.

Article 13

13.1 L'organe disciplinaire de première instance doit se prononcer dans un délai de trois (3) mois à compter de l'engagement des poursuites disciplinaires (du jour de la saisine de l'un des représentants chargé de l'instruction ou de celle directe de l'organe disciplinaire de première instance compétent).

13.2 Lorsque la séance a été reportée en application de l'article 10, le délai mentionné à l'alinéa précédent (13.1) est prolongé d'une durée égale à celle du report.

13.3 Faute d'avoir statué dans ces délais, l'organe disciplinaire de première instance est dessaisi et l'ensemble du dossier est transmis à l'organe disciplinaire d'appel compétent.

Section 3 : Dispositions relatives à l'organe disciplinaire d'appel

Article 14

14.1 La décision de l'organe disciplinaire de première instance peut être frappée d'appel par l'intéressé ou par l'autorité fédérale à l'origine des poursuites disciplinaires, dans un délai de dix (10) jours pour l'intéressé à compter de la réception de ladite décision ou de vingt (20) jours pour l'autorité fédérale. Ces délais sont portés respectivement à vingt (20) jours et à un (1) mois dans le cas où le domicile du licencié ou le siège de l'association est situé hors de la métropole.

14.2 L'appel est déposé devant le président de la commission d'appel et, en cas de recours émanant de l'intéressé pour être recevable, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

14.3 L'exercice du droit d'appel ne peut être subordonné au versement d'une somme d'argent à la fédération ou limité par une décision d'un organe fédéral.

14.4 Sauf décision contraire de l'organe disciplinaire de première instance dûment motivée, l'appel est suspensif.

14.5 Lorsque l'appel n'émane pas de la personne poursuivie, celle-ci en est aussitôt informée par l'organe disciplinaire d'appel qui indique le délai dans lequel elle peut produire ses observations.

Article 15 L'organe disciplinaire d'appel statue en dernier ressort. Il se prononce au vu du dossier de première instance et des productions d'appel, dans le respect du principe du contradictoire. Le président désigne un rapporteur qui établit un rapport exposant les faits et rappelant les conditions du déroulement de la procédure. Ce rapport est présenté oralement en séance. Les dispositions des articles 9 à 12 ci-dessus sont applicables devant l'organisme disciplinaire d'appel, à l'exception du troisième alinéa (12.3) de l'article 12.

Article 16 L'organe disciplinaire d'appel doit se prononcer dans un délai de six (6) mois à compter de l'engagement initial des poursuites (du jour de la saisine de l'un des représentants chargé de l'instruction ou de celle directe de l'organe disciplinaire de première instance compétent). A défaut de décision dans ce délai, l'appelant peut saisir le Comité national olympique et sportif français aux fins de la conciliation prévue au IV de l'article 19 de la loi n°84-610 du 16 juillet 1984. Lorsque l'organe disciplinaire d'appel n'a été saisi que par l'intéressé, la sanction prononcée par l'organe disciplinaire de première instance ne peut être aggravée.

Article 17 La notification de la décision doit préciser les voies et délais de recours dont dispose l'intéressé. La décision de l'organe disciplinaire d'appel est publiée au bulletin de la fédération. L'organe disciplinaire d'appel ne peut faire figurer dans la publication les mentions nominatives qui pourraient porter atteinte au respect de la vie privée ou au secret médical.

TITRE II : SANCTIONS DISCIPLINAIRES

Article 18

Les sanctions applicables sont :

1° Des pénalités sportives telles que :

- a) l'interdiction temporaire d'accueillir des rencontres à domicile ;
- b) le déclassement ;
- c) la disqualification ;
- d) la rétrogradation en division inférieure.

2° Des sanctions disciplinaires choisies parmi les mesures ci-après :

- a) l'avertissement ;
- b) le blâme ;
- c) la suspension de compétition ou d'exercice de fonctions ;
- d) des sanctions pécuniaires, aux seules personnes morales ;
- e) le retrait provisoire de licence ;
- f) la radiation.

3° L'inéligibilité pour une durée déterminée aux instances dirigeantes, notamment en cas de manquement grave aux règles techniques du jeu ou d'infraction à l'esprit sportif.

En cas de première sanction, la suspension de compétition peut être remplacée, en accord avec l'intéressé et, le cas échéant, avec son représentant légal, ou complétée par l'accomplissement pendant une durée limitée d'activités d'intérêt général au bénéfice de la fédération ou d'une association sportive choisie par la fédération.

Article 19

L'organe disciplinaire fixe la date d'entrée en vigueur des sanctions et ses modalités d'exécution.

Article 20 Les sanctions prévues à l'article 18, autres que l'avertissement, le blâme et la radiation peuvent, lorsqu'elles sont prononcées à titre de première sanction, être assorties en tout ou partie d'un sursis. La sanction assortie d'un sursis est réputée non avenue si, dans un délai de trois (3) ans après son prononcé, l'intéressé n'a fait l'objet d'aucune nouvelle sanction mentionnée à l'article 18. Toute nouvelle sanction pendant ce délai emporte révocation du sursis.